

Egalité filles-garçons : le gouvernement renonce à généraliser les ABCD à l'école

Le dispositif a été accusé par les milieux traditionalistes de propager la « théorie du genre »

On ne sait pas encore précisément par quoi ils seront remplacés. On sait, en revanche, qu'ils ne devraient pas être généralisés à la rentrée 2014. Les « ABCD de l'égalité », outil-phare de lutte contre les inégalités entre filles et garçons issus de la Convention interministérielle pour l'égalité – signée pour la période 2013-2018 par six ministres, dont Vincent Peillon à l'éducation et Najat Vallaud-Belkacem aux droits des femmes –, vivent sans doute leurs dernières heures.

« On ne renoncera pas à l'ambition, mais on s'appête à en renouveler les modalités, en misant sur la formation des enseignants, en respectant leur liberté pédagogique », se défend-on Rue de Grenelle, en promettant un « plan d'action » pour lundi 30 juin.

Sacrifier les « ABCD », expérimentés depuis l'automne dans 275 écoles – sur 48 000 –, pour que les enseignants, pris pour cible par les lobbys traditionalistes, puissent endosser plus sereinement leur mission ? C'est le message que s'échine à faire passer le ministre de l'éducation, Benoît Hamon, sans réussir à gommer l'impression, quatre mois après l'abandon de la loi famille, que le gouvernement cède du terrain aux « anti-genre ».

« Je veux apaiser », a reconnu le ministre sur France Culture, mercredi 25 juin. « Je regrette qu'on s'attache à l'enveloppe, au contenant, et pas au contenu. » Une « enveloppe » que la Manif pour tous et les partisans de la militante proche de l'extrême droite Farida Belghoul persistent à voir comme le cheval

de Troie d'une prétendue « théorie du genre » à l'école.

Prenant ses distances avec le concept d'expérimentation – « Ça m'inquiète, a glissé le ministre, j'ai eu beaucoup de remarques des parents d'élèves disant : "Expérimentation, sur les enfants, si vous pouvez éviter"... » –, M. Hamon

entend inscrire l'égalité entre les sexes dans la formation et les enseignements. « Nous serons ambitieux sur les contenus des programmes qui vont du CP jusqu'à la 3^e du socle commun », a-t-il assuré mercredi, laissant de côté la grande section, pourtant concernée par les ABCD.

L'égalité entre les sexes figurait déjà dans les programmes du primaire de 2008, comme de 2002

Inscrire la thématique dans le « socle commun » – ce que tout élève doit maîtriser à 16 ans ? C'est l'une des hypothèses qui avaient circulé lors de la démission d'Alain Boissinot de la présidence du Conseil supérieur des programmes, le 9 juin, même si le principal

intéressé avait démenti avoir été saisi du dossier. Quant à l'intégrer dans les programmes du primaire, cela n'a rien de nouveau : le thème figure déjà dans ceux de 2008, comme dans ceux de 2002. Sans garantie que cela suffira à calmer les milieux « tradis », l'option laissait

un an de plus au gouvernement pour sortir de la polémique : le nouveau « socle » n'entrerait en vigueur qu'à la rentrée 2016, si l'on se fie à un agenda mouvant.

Le calendrier fixé par l'ex-ministre de l'éducation Vincent Peillon prévoyait une « évaluation » des ABCD entre avril et juin, « en vue de [leur] généralisation » à la rentrée. Avant même la divulgation du rapport d'évaluation attendue lundi, M. Hamon a donc tranché. « En dépit » du rapport, pourrait-on dire, car le ministre l'a reconnu sur France Culture : « C'est un bilan positif globalement, [qui ressort] de ces initiatives pédagogiques. »

Selon nos informations, bon nombre des classes pilotes souhaitent aller de l'avant. Un « bilan d'étape » communiqué par le ministère le 13 janvier faisait état de remontées très positives. « 75 % des enseignants pensent désormais pouvoir agir sur la durée, sur eux-mêmes et sur les élèves pour créer les conditions d'une éducation à l'égalité pour les filles et pour les garçons », indiquait le ministère.

Car le constat est là : quarante ans après que la mixité a été rendue obligatoire à tous les niveaux d'enseignement, trente ans après que l'éducation nationale a inscrit dans ses missions la promotion de l'égalité, un rapport des inspections générales divulgué à l'été 2013 rappelait que « les stratégies des élèves sont largement influencées par leur appartenance de genre ». A l'époque, le mot n'était pas – encore – tabou. ■

MATTEA BATTAGLIA

« Tout l'enjeu est d'être à l'écoute des enfants sans juger »

Reportage

Sur le photomontage réalisé avec ses camarades de CM2, Candice affiche un sourire plein de malice. A l'arrière-plan, Esteban et Luca, penchés au-dessus d'un évier, feignent d'être étonnés : « *Eh ben quoi, les garçons aussi ont le droit de faire la vaisselle !* »

Des scènes du quotidien détournées à gros traits, qui font bien rire quand on a 10 ans. Voilà ce qu'on obtient lorsque, comme Amélie (les enseignantes ont tenu à rester anonymes), on fait travailler une vingtaine d'écopiers sur les stéréotypes sexués. « *Tout l'enjeu est de garder la bonne distance, souligne la maîtresse de CM1-CM2. Etre à l'écoute des enfants sans juger, se garder des idées toutes faites – les leurs comme les nôtres –, ne pas traiter les filles comme de pauvres choses écrasées par les vilains garçons. Cela reviendrait à remplacer des stéréotypes par d'autres !* »

Dans ce village de l'Eure, on veut continuer à mettre en musique, comme depuis six mois, les

ABCD de l'égalité. On veut croire que le dispositif de lutte contre les inégalités sera pérennisé. « *Quand on a su qu'en ville les rumeurs les plus folles avaient été lancées contre des collègues, que des parents avaient voulu retirer leurs enfants, cela nous a semblé irréel* », raconte Sophie, la directrice.

Affectée depuis douze ans dans cette école aux effectifs en déclin, Sophie connaît chaque foyer. Pas de familles issues de l'immigration, mais beaucoup de ménages modestes, de mères isolées. « *Des femmes sans travail, sans permis de conduire, avec parfois six ou sept enfants à charge*, observe la directrice. *Mettre l'accent sur l'orientation, le choix des métiers, nous a semblé une priorité.* »

Dans sa classe, Amélie n'a pas perçu immédiatement l'urgence d'ouvrir ce chantier. « *Il y a déjà tant à faire en matière de difficultés scolaires* », confie-t-elle. Des « *petites choses* » sont venues aiguïser son regard. Comme ces garçons qui gloussent à l'idée de devenir enseignant – « *Faut-il s'en éton-*

ner quand l'équipe, ici, est à 100 % féminine ? », remarque Amélie. Ou ces fillettes qui, dans la cour de récréation, laissent aux garçons tout le terrain... « *J'ai commencé par donner à ma classe un travail d'observation : regarder, dans leur vie quotidienne, ce qui leur semblait pouvoir être amélioré en matière d'équilibre filles-garçons. Rien n'en est ressorti. Cela m'a mis la puce à l'oreille* », glisse-t-elle.

« Accompagner le dialogue »

Cinq des six enseignantes de l'école ont eu envie de « *chausser leurs lunettes de genre* », comme elles disent. Traquer les énoncés sexistes. Interroger leurs pratiques. Sophie a par exemple distribué à ses CP des fiches représentant une « *chambre de petite sœur* ». A eux de colorier, découper, coller, décorer... « *pas pour banir le rose ou les poupées, explique-t-elle, mais pour leur rappeler l'étendue des possibles* ».

Avec les CE1-CE2, Jeanne a opté pour une « *approche transversale* ». « *A partir d'une petite remar-*

que lâchée par un enfant, le dialogue prend, je me contente de l'accompagner, explique-t-elle. *Je ne peux pas, je ne veux pas aller contre les discours véhiculés dans les familles, je ne cherche pas à lisser les différences entre filles et garçons, mais à développer leurs égales potentialités.* » Pilier de l'école sur les questions de mixité, Isabelle, en maternelle, est attentive à la répartition du temps de parole.

L'équipe ne se leurre pas : il reste beaucoup à faire, après seulement neuf heures de formation sur l'année. Les dix séquences proposées par l'institution ne leur ont pas été d'un grand secours : les enseignantes ont préféré partir à la pêche aux outils dans leurs bibliothèques ou sur Internet. « *C'est un travail de longue haleine, on aurait bien besoin d'un regard extérieur pour progresser* », conclut la directrice. Elle espère – encore – l'obtenir l'an prochain. ■

M. BA.

 Sur Lemonde.fr

Lire l'intégralité du reportage